



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Réseau public de distribution de chaleur et de froid - Délégation de service public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP RMCF portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 08 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

### I) Rappel des principales modalités du contrat

La création de Montpellier Méditerranée Métropole par décret en date du 23 décembre 2014, a entraîné le transfert de la compétence communale relative à l'énergie, et le transfert du contrat de délégation historique entre la Ville de Montpellier et son délégataire la SERM.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid est ainsi confié par la Métropole, dans le cadre d'une délégation de service public à la SERM. Le délégataire assure ainsi le développement, la construction et l'exploitation, de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73%), de la Ville de Palavas-les-Flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%). La présidence de la SERM est assurée par Michael DELAFOSSÉ, et sa vice-présidence par Catherine RIBOT.

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid se compose de onze sites de production : Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, Universités, la Cité Créative, Beausoleil, Nouveau Saint Roch, Cambacérès, La Motte Rouge et Hauts de Jausserand.

Tourné à l'origine vers les énergies fossiles (charbon, fuel domestique, gaz), le réseau urbain s'est orienté depuis 2007 vers les énergies renouvelables et de récupération non émettrices de gaz à effet de serre.

En 2021, un avenant n°6 a permis de procéder à l'actualisation des projets et des subventions relatives au plan quinquennal de travaux. Cet avenant emporte avec lui, l'ambition affichée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Cette ambition est axée sur l'opportunité de créations de nouveaux réseaux plus innovants et augmentant le recours aux énergies renouvelables et de récupération. Le programme d'investissement prévoyait notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur bois de la Cité Créative vers le quartier Croix d'Argent et la création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Cambacérès, basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe.

Cela conduit à l'étalement jusqu'en 2026, de la finalisation de la construction de ces réseaux en cohérence avec l'avancement des travaux Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid d'aménagement des quartiers.

Le nouveau réseau de chaleur devrait bénéficier de 45% de subvention.

## II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

### L'activité

Le réseau compte 252 abonnés en chaud et 101 abonnés en froid, pour un total de 24 221 équivalents logements ; soit environ 1,8 millions de m² de logements, bureaux, commerces, établissements de santé et d'enseignement.

En 2021, les ventes de chaleur sont nettement en hausse par rapport à celles de 2020 avec 127 GWh contre 107 792 MWh en 2020. Cette hausse globale de 18% suit l'évolution de la rigueur climatique (+13%) et reflète la montée en puissance des abonnés tels que sur les sites de la Clinique Beausoleil ou le Collège Joffre.

Les ventes de froid, à hauteur de 34 GWh, augmentent de 11% par rapport à 2020 après une baisse de 13% liées aux épisodes de confinement successifs des clients du secteur tertiaire et la fermeture des équipements publics.

Les ventes d'électricité à hauteur de 23 GWh, sont en baisse (3%) par rapport à 2020. Cette baisse est liée à l'arrêt fin janvier 2021 de la cogénération d'Antigone à la fin de son contrat de 12 ans. Toutefois, le niveau du marché de l'électricité étant assez élevé sur l'hiver, il a été décidé de relancer l'équipement en février 2021 pour continuer à vendre de l'électricité sur le marché libre et surtout disposer d'un complément de production de chaleur. L'été 2021 a été mis à profit pour mettre en place un nouveau moteur de puissance 1MW électrique et une chaudière gaz de 3MW pour compenser la baisse de puissance par rapport aux moteurs originaux (4 MW). Cette nouvelle installation a démarré au 1er février 2022 pour un contrat de rémunération d'une durée de 15 ans.

17 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2021 (7 en fourniture de chaleur seule, et 10 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de 96 545 m².

### La qualité du service public

Le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable, comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur depuis 2018. En effet, sur les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier, la chaleur est produite à 69 % à partir d'énergies renouvelables, telles que la biomasse (61%), le biogaz (6%), la chaleur de récupération (2%), complétées par du gaz naturel (30%) pour l'appoint et le secours ainsi qu'un peu de fuel (0,4%). La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% depuis 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

En 2021, 15 réclamations sont recensées, dont 14 relatives à la chaleur et 1 au froid. On constate un niveau stable des réclamations par rapport à 2020. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements liés aux conditions d'exploitation des centrales de production.

### La grille tarifaire

Pour 2021 et conformément aux dispositions des avenants n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public, le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le tarif de vente de chaleur est en hausse de 27% en valeur HT de janvier 2021 à janvier 2022 du fait de la hausse très importante du marché de gaz, principalement liée, à ce moment-là, au redémarrage de l'économie mondiale après les périodes de confinements. Le mix énergétique renouvelable à 69% permet de limiter l'impact de la hausse du prix du gaz sur la facture des usagers du réseau public de chaleur.

Les tarifs de vente de froid sont en hausse de 4,6% entre janvier 2021 et janvier 2022. Cette hausse est due d'une part à l'augmentation du prix du gaz qui, bien que rentrant pour une très faible part (4%) dans la formule d'actualisation, impacte par sa hausse de 70% sur l'année ; d'autre part, l'eau, pondérée à 20% dans la formule, a augmenté de 5%.

Il est à noter que la formule d'actualisation du prix du froid en 2021 ne permettait pas de répercuter la tendance haussière du marché de l'électricité puisqu'elle ne prenait en compte que le tarif ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique).

A noter, l'actualisation de la formule de tarifs pour la période 2022 dont l'avenant n°8 fait l'objet.

Pour 2021, la facture moyenne pour chauffer et produire de l'eau chaude sanitaire d'un logement type de 65 m² était de 37,01 € TTC par mois.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 4 325 K€ contre 756 K€ en 2020, en progression de 3 569 K€ soit +472 %. Cette forte progression s'explique par une rigueur climatique plus importante, une hausse du nombre de bâtiments raccordés ainsi qu'un effet prix dû aux fortes augmentations du coût de l'énergie.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 1 422 K€ contre -976 K€ 2020.

Le résultat financier s'élève à -358 K€ et s'améliore de +29 K€.

Le résultat exceptionnel de 3 846 K€ progresse de +1 562 K€ soit +68 %, ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau (en progression de + 85%).

Le résultat d'exploitation s'élève à 2 430 K€ en 2021 contre -608 K€ en 2020 et 1 260 K€ en 2019, en forte progression de +3 M€ par rapport à 2020.

Les produits d'exploitation à 18 878 K€ contre 16 374 K€ sont en hausse de +15% par rapport à 2020 (2,5 M€).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2021 est en effet en hausse et atteint 17 914 K€ contre 14 598 K€ en 2020, (+23%), expliqué par la hausse de +20% des ventes aux abonnés (soit +2 228 K€).

Les ventes de chaleur, représentant 56% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +23 % soit 1 904 K€ passant de 8 209 k€ à 10 113 k€ en 2021, et s'expliquent par l'effet année pleine des mises en service, et favorisées par la forte augmentation de la composante Gaz dans la constitution des tarifs de vente.

Les ventes de froid représentant 21 % du chiffre d'affaires progressent de +10 % soit 324 k€ passant de 3 410 k€ à 3 734 k€ en 2021.

Les ventes d'électricité, représentant 22% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +34% (soit +1 022 K€) avec 23 901 MWh en 2020 contre 23 147 MWh produits en 2021. Les fortes variations observées sur les marchés de l'énergie ont porté à la hausse les ventes d'électricité.

Les charges d'exploitation de 16 451 K€ sont en baisse de - 3 % soit -531 K€ par rapport à 2020.

Les achats d'énergie et fluides s'élèvent à 7 902 K€ contre 7 045 K€ et progressent de +12% soit 856 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +516 K€ (soit +24%). Cette hausse s'explique par le poids du bois dans le mix énergétique utilisé et par l'augmentation de chaleur livrée des abonnés.

Les achats de gaz et d'électricité progressent à hauteur de +346 K€ (soit +8%), soit 40 % de l'augmentation des achats d'énergie, conséquence notamment de la hausse des coûts de l'énergie (électrique) et des volumes vendus. La maîtrise des achats de gaz encadrée par une renégociation des contrats d'achats a permis de limiter l'augmentation sur la hausse des achats de gaz.

Les charges d'exploitation techniques à hauteur de 2 143 K€ diminuent de -2% soit -55 K€ liée à des renégociations et une maîtrise des contrats de sous-traitance.

Le montant de la redevance versée à la Métropole s'élève à 365 K€ (2,1% du CA HT).

En 2021, le budget pour l'entretien revient à un niveau classique après la révision des installations de cogénération du Polygone. Le poste entretien et réparation et gros entretien s'élève à 437 K€ contre 710 K€ en 2020.

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 537 K€ en 2021 contre 1 410 K€ en 2020, soit une hausse de +9 %, avec une augmentation du personnel affecté à la DSP (11,88 ETP contre 9,44 en 2020).

Concernant les investissements du plan quinquennal 2017-2021, 21,946 M€ de travaux ont été engagés à fin 2021 soit 62% des prévisions relatives à l'avenant 6. 50% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, Les grisettes, Port Marianne), 23% sur les nouveaux réseaux dont 30% pour le réseau Beausoleil.

En cumulé, 60% des dépenses prévues à l'avenant 6 ont été réalisées à fin 2021, soit 13 095 K€.

En effet, on note un retard sur le démarrage des investissements des nouveaux réseaux liés notamment au décalage des projets d'aménagements concernant l'adaptation de certaines ZAC (Cité créative, Beausoleil, Nouveau Saint Roch). Le projet de cogénération des Grisettes a été abandonné par manque de rentabilité.

Le montant des investissements mis en service en 2021 s'élève à 1 334 K€ avec des subventions qui s'élèvent à 474 K€. Ces investissements portent sur les quartiers Antigone, Beau Soleil, Cité créative, Les Grisettes et Port Marianne, conformément à la réalisation du plan quinquennal des travaux.

#### IV) Conclusion et perspectives

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et des périodes de confinement, l'année 2021 revient sur des standards de consommation d'énergie plus classique. Le réseau de chaleur et de froid continue à se densifier avec le raccordement de nouveaux immeubles ainsi que la mise en service de deux réseaux, Beausoleil et Nouveau Saint Roch, basés sur la récupération d'énergie.

Le développement va se poursuivre avec l'adoption du plan quinquennal de travaux 2022-2026 avec notamment la création des centrales de productions de la Cité créative ou des Hauts de Jausserand.

De plus, le classement du réseau de chaleur qui rend obligatoire, à partir de 2022, le raccordement des bâtiments neufs ou rénovés à celui-ci, va contribuer à augmenter le recours aux énergies renouvelables sur le territoire.

Par ailleurs, avec la reprise économique mondiale qui a débuté fin 2020, le prix des énergies a commencé à augmenter. Cette tendance s'est considérablement accentuée avec le début du conflit Russe en Ukraine ce qui aura un impact notable à minima en 2022 et 2023. Cela pousse davantage à encourager le recours aux énergies renouvelables afin de limiter la hausse pour les abonnés du réseau de chaleur et de froid.

La progression des ventes 2022 en € (+9% sur les abonnés et +26 % avec les ventes d'électricité) masquent une diminution des volumes de chaud ( -2%) et d'électricité (-13%) par rapport à 2021. Les volumes de ventes de chaleur semblent impactés de - 2 %. Les prévisions d'atterrissage en terme de chiffres d'affaires abonnés seraient toutefois préservées à hauteur de 15 M€, soit en progression de +9 %. Les droits de raccordements sont prévus en légère baisse de -343 K€ et représentent 46% du résultat avant impôts. La redevance est prévue à la hausse de 45 % en 2022 soit 163 K€ suite à la hausse du taux de redevance passant de 3% à 3,5% des recettes abonnés.

Concernant les investissements, un avenant n°7 a été signé en mars 2022 ayant pour objets :

- D'acter le classement automatique du réseau de chaleur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- De faire le bilan financier des investissements réalisés au titre du plan quinquennal 2017-2021 ;
- De valider le plan quinquennal des investissements 2022-2026 qui acte le report de travaux liés à la crise sanitaire et approuve la poursuite des raccordements sur les réseaux existants ainsi que la création d'un réseau de froid, en complément du réseau de chaleur déjà approuvé, sur la ZAC Cité Créative pour alimenter des programmes de bureaux.

Le montant des investissements prévus sur la période 2022-2026 est de 30,883 K€ lors de l'avenant n°7, et a été mis à jour avec l'intégration des travaux nécessaires dans le cadre de la continuité de l'exploitation de la chaufferie des Universités, portant le montant prévisionnel des investissements à 32 083 K€

Les réseaux de chaleur de la Métropole connaissent un fort niveau de développement avec :

- Le lancement de la construction de la centrale géothermique de Cambacérès fin 2022 ;
- La mise en service de la chaufferie bois de la Cité Créative /Croix d'Argent fin 2022 ;
- Le renouvellement du contrat de l'Université de Montpellier pour la chaufferie de la Motte Rouge à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Les études en cours sur le développement du réseau au Nord de Montpellier ainsi que la ZAC Restanque.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212668-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAD RMCF 2021 VF-FINAL avec annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.